
[Journée internationale des populations autochtones](#)

Por el WRM.

Le 9 août est la date choisie pour célébrer la Journée internationale des populations autochtones. En cette occasion, le WRM souhaite manifester son plein appui aux nombreux peuples autochtones qui luttent dans le monde entier pour la reconnaissance de leurs droits.

Nous souhaitons nous centrer en particulier sur le droit des peuples autochtones qui ont choisi de vivre dans l'isolement. Le monde actuel a beau se caractériser par la communication, il y a des thèmes dont on ne parle jamais, au point que la plupart d'entre nous ne savons même pas qu'ils existent. C'est le cas des peuples vivant en isolement volontaire dans les forêts d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie. Rares sont ceux qui savent que certains de ces peuples n'ont pas encore été contactés par la société dominante, ou que d'autres l'ont été à un moment ou l'autre de leur histoire, mais refusent malgré tout – ou pour cela même – de s'y intégrer.

L'existence de ces peuples est gravement menacée par l'avancée destructrice du « développement ». Les routes qui s'enfoncent dans la forêt pour permettre l'extraction de bois, de pétrole et de minéraux, ou pour promouvoir la colonisation par l'agriculture et l'élevage, sont pour ces peuples les voies de la mort. Elles leur apportent des maladies inconnues contre lesquelles leurs corps n'ont pas de défense, la destruction de la forêt qui les nourrit, la pollution de l'eau qu'ils boivent, de celle où ils pêchent ou se baignent, les affrontements avec ceux qui prétendent s'approprier leur territoire, la mort de leurs cultures millénaires.

Il est important d'insister sur le fait que personne n'a jamais demandé à ces peuples s'ils voulaient être brésiliens, équatoriens, péruviens, congolais, camerounais, indonésiens ou malais. Chaque gouvernement (colonial ou national) a tout simplement dessiné une carte et décidé que tous les territoires compris dans ses limites « appartenaient » au pays ou à la colonie correspondante. Peu importait que ces peuples aient habité les territoires en question bien avant la colonisation ou la création des États nationaux. Ils ont été « nationalisés » de fait.

Ces peuples sont en une situation d'infériorité absolue face à la poussée irrésistible de la société dominante. C'est pourquoi nous, qui croyons à la justice, nous sommes obligés de leur offrir, de diverses manières et même s'ils ne nous le demandent pas, le soutien dont ils ont besoin pour défendre leurs droits et pour freiner le génocide invisible et silencieux auquel ils sont exposés.

Dans ce but, nous pouvons commencer par informer le monde de leur existence ; c'est la première chose à faire pour rassembler des volontés en défense de leur droit de vivre dans leur territoire de la manière qu'ils veulent, et même de ne pas s'intégrer à une société à laquelle ils ne souhaitent pas appartenir.

D'autre part, nous devons faire de notre mieux pour protéger leurs territoires contre les invasions que provoquent des activités telles que l'extraction forestière, l'industrie minière, l'exploitation pétrolière et la colonisation. Cela implique d'abord que l'État reconnaisse formellement leurs droits

et applique scrupuleusement les normes juridiques en cas d'invasions non autorisées. Cela implique en outre que l'État exclue explicitement ces territoires de ses programmes de développement.

En fait, nous ne devrions pas nous étonner que certains peuples refusent de s'intégrer à une société comme la nôtre, qui pousse des millions de personnes à la pauvreté et à la famine et qui détruit tout ce qu'elle touche, le climat, les forêts, les prairies, les marais, le sol, l'air. Ces peuples ne sont ni pauvres ni ignorants. Ils sont différents, et ils font preuve d'une énorme sagesse en voulant garder leur isolement. Aidons-les à vivre à leur manière jusqu'au jour où ils décideront de s'intégrer volontairement à la société dominante... si tant est qu'ils le fassent.